

## PRÉFACE

*Alain Rouquié*

L'Argentine ne cessera jamais de nous surprendre. Tous les pays du monde traversent des crises, l'Argentine affronte quant à elle des catastrophes. Les « événements traumatisants », il est vrai, ne l'ont guère épargnée ces trente dernières années. À chaque tourmente, alors que l'on croit que le pays touche le fond du gouffre celui-ci semble se dérober. Comme si, à l'instar du « malheur russe » exploré par Hélène Carrère d'Encausse, on pouvait invoquer un « malheur argentin ». Pourtant ce pays si bien doté pour une prospérité tranquille, garde une capacité de résilience à la hauteur de ses débâcles. Le présent ouvrage s'attache justement à rendre compte d'un de ces prodigieux rebonds.

Ce livre issu de conférences présentées dans le cadre stimulant de *l'Observatoire de l'Argentine Contemporaine*, analyse dans une approche pluridisciplinaire et pluraliste la réalité imprévue des quatre dernières années de la vie nationale argentine. Il constitue également un premier bilan de la présidence de Nestor Kirchner à quelques mois des élections présidentielles de 2007. Parce que chacun de ses chapitres est aussi un témoignage sur le présent, on ne saurait trop conseiller de le lire à la lumière de l'ouvrage collectif publié précédemment par Diana Quattrocchi-Woisson et intitulé *Argentine, enjeux et racines d'une société en crise* (Paris, 2003, Le Félin/Tiempo Éditions). En effet la référence à ce livre qui radiographiait l'« annus horribilis » de 2001 et le « bord du précipice » en 2002 est indispensable pour appréhender la situation d'aujourd'hui et notamment l'ampleur et la rapidité des changements intervenus. Car l'Argentine revient de loin.

En 2003 les commentateurs privilégiaient les stratégies de survie, la créativité populaire, l'économie de solidarité et l'explosion associative : les mouvements de chômeurs, les assemblées de quartiers. Il est vrai que l'Argentine comptait près de 50 % de pauvres, 20 % de la population active était au chômage. Le PIB en 2002 accusa une chute de près de 11 %. La banqueroute financière, l'effondrement de l'État fédéral et une dynamique centrifuge sans précédent depuis le XIX<sup>e</sup> siècle semblaient placer le pays au bord de la dissolution. Tandis que le mirage du « premier monde » et la fiction de la « convertibilité » se dissipaient, l'Argentine en faillite se voyait même menacée par certains de la mise en tutelle de ses finances publiques.

Sur le plan politique cette « société en décomposition » semblait prête à toutes les aventures. Les partis et leurs dirigeants étaient largement contestés. La confiance dans les institutions représentatives semblait au plus bas. Les mobilisations antipolitiques s'exprimaient violemment dans la rue et dans les urnes. Les pronostics sur l'avenir du pays étaient sombres. Les meilleurs experts ne s'attendaient guère à voir l'Argentine se relever avant plusieurs lustres. Par avance on ne donnait pas cher de l'autorité du chef de l'État qui serait issu des élections présidentielles anticipées d'avril 2003. Le radicalisme étant discrédité et le péronisme fracturé le nouvel occupant de la *Casa Rosada* ne pouvait être qu'un président faible voire transitoire.

Les observateurs ne furent pas déçus. Le désistement déstabilisateur du vainqueur du premier tour, l'ancien président Carlos Menem porta, en effet, à la présidence le candidat arrivé second avec seulement 22 % des suffrages, soit moins que l'éphémère président Arturo Illia dans les années soixante. De ce président « accidentel », gouverneur peu connu d'une lointaine province patagonienne, et candidat du président intérimaire Eduardo Duhalde que pouvait-on espérer ?

Au départ le nouveau chef de l'État, Nestor Kirchner n'a guère d'atouts. Très minoritaire au sein du parti péroniste dont il se réclame, il n'a l'appui ni des groupes parlementaires, ni des gouverneurs des provinces importantes. Pire encore c'est un grand électeur, le puissant patron justicialiste de la province de Buenos Aires qui l'a « fait roi ». C'est donc un exercice risqué de lévitation politique qu'entame le 25 mai 2003 l'ancien gouverneur de la province de Santa Cruz. Cependant à y regarder de plus près, dans ce panorama désespérant où une fois de plus la politique argentine semble relever de la littérature fantastique on peut remarquer quelques éléments positifs. En avril 2003 lors d'élections de la dernière chance, l'opinion a exprimé une forte aspiration à être gouvernée par des autorités légitimes, à voir le pays se donner un gouvernement stable. Le vote blanc a retrouvé son étiage habituel, l'abstention son niveau normal. Les attitudes antipolitiques n'ont pas affecté le système représentatif lui-même. Ces comportements post-autoritaires vont, d'ailleurs se renforcer tant et si bien qu'en 2006 l'Argentine se trouve, selon les sondages, parmi les premiers pays du continent pour l'attachement à la démocratie, aux côtés du Costa Rica et de l'Uruguay.

Ce que l'histoire retiendra, sans doute, de la présidence Kirchner et qui ressort des études réunies dans ce livre est une démarche stratégique paradigmatique à plus d'un égard. L'objectif de cette stratégie volontariste, consistant à tenter de construire un exécutif fort, à partir d'une faible légitimité d'origine. Pour rétablir ainsi l'indispensable autorité de la présidence et donc de l'État, Kirchner fait feu de tous bois. Il utilise avec un éclectisme consommé tout l'éventail des ressources politiques à sa disposition dans un

cadre constitutionnel. Ainsi les partis étant discrédités, il les ignore. Dans un premier temps il néglige même le justicialisme au nom d'une « transversalité » hétérogène qui demeure toute virtuelle. Naviguant sur les attentes insatisfaites de l'opinion, le président Kirchner octroie des gratifications, le plus souvent symboliques, à des secteurs très ciblés (associations de chômeurs, familles des victimes de la dictature, « génération de 70 », usagers des services publics). À contre-courant de la politique de ses deux prédécesseurs, il s'efforce de coopter la protestation sociale et place la défense rétroactive des droits de l'homme au centre d'un dispositif de mémoire et de réparation.

Ce style politique singulier, certains diront « bricolé » et peu institutionnel a donné des résultats tangibles. Le président élu par défaut a acquis une indéniable légitimité d'exercice. Si les élections partielles de 2005 ne l'ont pas plébiscité, elles ont sérieusement renforcé son assise politique. Sa popularité semblait même au zénith en 2006. Des gestes spectaculaires de « défense des intérêts nationaux » contre des entreprises étrangères, des institutions financières internationales ou des Etats voisins ont contribué également à cette embellie. Mais celle-ci doit beaucoup assurément au redressement de l'économie nationale.

Après quatre ans de récession l'Argentine connaît depuis 2003 une croissance annuelle supérieure à 7 %. Tous les indicateurs économiques sont au vert. Les exportations s'envolent. L'inflation est contenue. On crée à nouveau des emplois. La pauvreté a décliné notablement. Malgré une rhétorique souverainiste et le coup de poker de la conversion de la dette, la gestion économique se caractérise par la prudence et même une discrète orthodoxie. Les dépenses publiques restent modérées. Les taux d'intérêts sont bas, l'excédent primaire élevé. Un peso compétitif soutient le commerce extérieur.

Certes, l'environnement international éminemment favorable aux productions argentines a permis ces succès économiques. Sans la conjoncture exceptionnelle créée par la demande asiatique, et par une Chine assoiffée de matières premières, le « bond en avant » argentin eut été impossible. Cependant l'économie n'est pas tout. L'actuel président jouit aussi d'une bonne image parce que les attentes de l'opinion publique à son égard étaient particulièrement modestes. Les Argentins lassés de miracles frelatés et de frustrations en série ne sont guère exigeants désormais en matière politique. Ainsi les critiques portées aujourd'hui contre l'« hypertrophie présidentielle ou la dérive possible vers une « démocratie hégémonique » dans la tradition péroniste, ne les touchent guère. Le rêve minimaliste d'une nation politiquement stable, respectueuse des libertés, et débarrassée de la subversion corporatiste, comme des dogmes économiques destructeurs est aujourd'hui partagé par le plus grand nombre.

On aurait tort d'oublier pour autant que le pays est toujours en convalescence. Le pouvoir a paré au plus pressé. Il a assuré la gouvernabilité. Le gouvernement travaille donc dans l'urgence et le court terme. Pour reprendre une image de José Núñ, face à de multiples avaries, le capitaine a du réparer le bateau en haute mer. Beaucoup reste donc à faire. Dans le domaine institutionnel notamment. Le Congrès qui a pourtant en 2002 sauvé la République en assurant tant bien que mal la continuité constitutionnelle n'exerce plus qu'un rôle mineur. Les partis dévalorisés ne sont pas sortis de leur profonde crise existentielle. Tandis que les formations traditionnelles se sont effondrées ou fragmentées, les nouveaux partis n'arrivent pas à prendre leur envol. L'opposition évanescence est même en cours d'affaiblissement. La crise de représentation perdure. Pourtant ni la vigilance active des citoyens ni la vie associative ne peuvent remplacer les partis indispensables au bon fonctionnement de la démocratie.

Ce livre est très pertinemment sous-titré : « itinéraire d'une recomposition ». Car la « reconstruction » de l'Argentine a tout juste commencé. Sans doute personne ne croit plus que « Dieu est argentin » et qu'une « bonne récolte suffit à sauver le pays ». Mais la prospérité extrovertie d'aujourd'hui ne peut assurer la restauration du lien social tant le tissu économique est déchiré et appauvri. Par ailleurs ni le repliement territorial ni la crispation frontalière ne constituent un projet national pour le XXI<sup>e</sup> siècle. Dans trois ans, en 2010, l'Argentine fêtera deux cents ans d'existence. Ce deuxième centenaire parviendra-t-il à tenir les promesses du premier ?

Paris, mars 2007